



LE DEVOIR

DÉBATS AU
NEW HAMPSHIRE

Le favori républicain s'en tire sans dommages

Jon Huntsman pourrait
surprendre en étant 2^e
derrière Mitt Romney lors
de la primaire de demain

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le favori de la primaire du New Hampshire, Mitt Romney, a essuyé ce week-end le feu croisé de ses adversaires républicains, qui ont tenté de mettre en doute sa capacité à battre le président des États-Unis sortant, Barack Obama, en novembre prochain. Rick Santorum, Ron Paul, Newt Gingrich, Rick Perry et Jon Huntsman ont fait flèche de tout bois contre l'ancien gouverneur du Massachusetts, qui a le soutien de l'establishment du Parti républicain, mais qui peine à convaincre la base.

Newt Gingrich, ancien président de la Chambre des représentants, n'a pas perdu une minute pour affirmer que Mitt Romney aurait «toutes les peines du monde à se faire élire». «Il y a une grande différence entre un conservateur à la Reagan et un représentant de la culture du Massachusetts, dont le bilan est globalement modéré», a déclaré le vétéran de la politique américaine dans les premiers échanges du débat NBC/Facebook qui s'est déroulé hier avant-midi dans la capitale du New Hampshire, Concord. Il s'agissait de la deuxième fois en 12 heures que les six candidats à l'investiture du Parti républicain croisaient le fer.

VOIR PAGE A 8: RÉPUBLICAINS

CULTURE

Mort du poète Rémi-Paul Forgues, ami de Borduas

■ À lire en page B 8



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

SANS-ABRI TUÉ PAR LA POLICE

L'aide aux itinérants reste sérieusement déficiente

■ À lire en page A 2

INDEX

Annonces.....	B 2	Idées	A 7
Avis publics..	B 6	Météo	A 4
Convergence..	B 7	Monde	B 1
Culture	B 8	Mots croisés..	A 4
Décès	B 2	Religions	B 6
Économie	A 5	Sudoku	B 6
Éditorial	A 6	Télévision	B 7



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'ancien patron de l'Unité anticollusion, Jacques Duchesneau, fait mine de pointer une arme sur sa tempe en expliquant au *Devoir* qu'il ne voulait pas servir de chair à canon en donnant des noms de personnes haut placées qui s'enrichissent personnellement lors de l'octroi de contrats publics.

POINT CHAUD

Abattre « l'autre commission »

Jacques Duchesneau a espoir que la commission Charbonneau mette au jour la structure chapeautant le crime dans la construction

KATHLEEN LÉVESQUE

Après le signal d'alarme lancé par son rapport sur la corruption et la collusion, Jacques Duchesneau fonde beaucoup d'espoirs sur la commission d'enquête Charbonneau pour éveiller les consciences et ainsi déboulonner «l'autre commission», celle qui est à la tête du crime organisé.

Dans une entrevue accordée au *Devoir*, l'ancien patron de l'Unité anticollusion du ministère des Transports a donné un aperçu de la structure qui chapeaute le crime associé à l'industrie de la construction. «Il y a peu de personnes qui ont le contrôle sur beaucoup de choses. [...] C'est un petit groupe restreint. C'est une commission qui décide qui peut être tué, combien on paie. Tout est réglé à un

niveau qui nous échappe», a déclaré Jacques Duchesneau.

Selon lui, le contrôle de l'octroi des contrats publics, la fixation des prix, le partage des territoires, le trucage d'offres, tout ça n'est pas entre les mains d'une seule personne. La «commission» dont il parle s'apparenterait à un conseil d'administration d'une entreprise légitime. Elle compte peu de membres mais

de très nombreux associés, des partenaires d'affaires et un vaste réseau de contacts.

Chaque secteur d'activité lié à la construction y collabore: firmes de génie-conseil, entrepreneurs en construction, syndicats et monde politique. Il est toutefois clair, pour M. Duchesneau, que, dans chaque

VOIR PAGE A 8: DUCHESNEAU

ENVIRONNEMENT

L'Anthropocène, l'ère des déséquilibres

Les changements provoqués par
l'homme auraient fait entrer la Terre
dans une nouvelle époque géologique

L'idée lancée en 2002 par Paul Crutzen, Prix Nobel de chimie, et consistant à ajouter l'Anthropocène à l'échelle des temps géologiques, afin de prendre en compte l'impact de l'homme sur son environnement, fait doucement son chemin. Si bien que l'adoption de cette nouvelle époque géologique sera proposée lors du prochain Congrès géologique international, qui se tiendra en août prochain à Brisbane, en Australie.

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Cent ans de réflexion sur l'évolution de l'humanité débouchent sur un constat scientifique sans précédent dans l'histoire de la planète: une de ses espèces vivantes, *Homo sapiens*, est en train de rompre des équilibres fondamentaux au point de menacer sa propre survie.

La profondeur de ces changements est telle qu'ils se comparent aux grands événements qui ont historiquement bouleversé de fond en comble les équilibres millénaires, comme l'impact de cette météorite géante qui aurait provoqué la disparition des dinosaures.

En 2008, la commission de stratigraphie de la Société géologique de

VOIR PAGE A 8: ANTHROPOCÈNE



ROBYN BECK AGENCE FRANCE-PRESSE

Un fermier examine le sol au cours d'une sécheresse en Californie, en 1999. L'espèce humaine est en passe de rompre l'équilibre de la Terre.



ÉCOUTEZ POUR VOIR
MICHEL DÉSAUTELS EN SEMAINE | 15H

LUNDI, MARDI ET MERCREDI À 17H30
Le Plan Nord: qui en profite? Qui en paie le prix?

Reportages : Carole Graveline Réal.-coord.: Sébastien Perron

95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE
Radio-Canada.ca/desautels

ACTUALITÉS

SANTÉ

Les provinces pourraient devoir fournir des soins sans accord national

HEATHER SCOFFIELD

Ottawa — Les provinces font face à la possibilité de bientôt devoir fournir des services de santé sans accord national de santé, a appris La Presse canadienne.

Les responsables provinciaux de la santé cherchent à déterminer comment aller de l'avant, après avoir été pris par surprise, le mois dernier, par le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, qui leur a soumis un programme de financement de 10 ans sans politique précise.

La ministre fédérale de la Santé, Leona Aglukkaq, est en train de parcourir le pays afin de voir de quelle façon ses homologues provinciaux entendent procéder, dans le but de mettre en place une entente qui établirait de nouvelles normes et obligerait les provinces à être responsables de leurs dépenses.

Les premiers ministres des provinces se préparent, quant à eux, à se pencher sur la question, à l'occasion de leur rencontre prévue à Victoria, du 15 au 17 janvier.

Toutefois, la possibilité qu'aucune entente ne soit conclue est bien réelle, affirme des responsables fédéraux et provinciaux. «Il est possible que nous n'ayons pas d'accord codifié», a indiqué une source fédérale, sous le couvert de l'anonymat.

Cela s'explique par le fait que le nouveau programme de financement, pour la période de 2014 à 2024, a été présenté sans négociation, ce qui fait l'affaire de certaines des provinces de l'Ouest

mais déplaît au reste du pays. Le gouvernement fédéral a indiqué qu'il entendait se faire discret en ce qui a trait à l'établissement d'une politique de santé.

Le premier ministre fédéral Stephen Harper s'est fait demander la semaine dernière, lors d'une entrevue donnée à la radio, si Ottawa disait aux provinces d'assumer la responsabilité entière des soins de santé. «C'est en partie ce que nous disons», a répondu M. Harper à l'occasion d'une participation au *Rutherford Show*, une émission diffusée à la grandeur de l'Alberta, durant laquelle les auditeurs sont invités à poser des questions.

«La plupart des provinces projettent déjà des réductions de leurs propres taux de croissance et dépenses en matière de soins de santé. Mais je crois que les provinces vont devoir examiner sérieusement ce qui doit être fait pour rendre le système plus efficace», a-t-il ajouté.

Le programme de financement de M. Flaherty donne aux provinces une certitude fiscale relative quant à leurs niveaux de financement. Il ne comporte toutefois aucun mécanisme assurant des normes nationales ou des améliorations des services.

La santé est une question de compétence provinciale, mais le financement fédéral, les normes nationales et les objectifs de la politique nationale sont établis dans le cadre d'un accord national depuis la fin des années 1990.

La Presse canadienne

Bloc québécois

Daniel Paillé entame une tournée de la province

Élu chef du Bloc québécois depuis moins d'un mois, Daniel Paillé a entamé une tournée de la province pour discuter de l'avenir de son parti avec ses militants.

Le successeur de Gilles Duceppe s'est déjà rendu dans la vallée du Richelieu, dans la circonscription de son collègue Louis Plamondon, un des seuls parlementaires bloquistes à avoir survécu à la vague orange du 2 mai dernier.

Dans la prochaine année, Daniel Paillé continuera à faire le tour du Québec pour évaluer l'état de ses troupes et commencer à préparer la prochaine campagne électorale. Celle-ci

ne devrait toutefois pas survenir avant 2014 ou 2015.

S'il veut faire la tournée des médias locaux, M. Paillé affirme qu'il profitera surtout de ses visites pour discuter avec les militants locaux et les organismes communautaires du Québec.

Daniel Paillé entend aussi remettre de l'ordre dans les finances de sa formation politique. Avec l'abolition des subventions publiques aux partis, le Bloc québécois devra se refaire une santé financière en comptant uniquement sur ses membres.

La Presse canadienne

EN BREF

Le Charlottetown en mission antiterroriste

Halifax — Des centaines de proches des membres de l'équipage du NCSM *Charlottetown* se sont rassemblés sur le pont de ce bâtiment, hier matin, pour saluer les marins qui s'apprentent à prendre la mer en direction de la Méditerranée. La frégate de patrouille, avec à son bord quelque 250 marins, a quitté le port de Halifax sous un ciel ensoleillé afin de prendre part pendant six

mois à une mission de lutte antiterroriste. Le *Charlottetown* se joindra à d'autres bâtiments de guerre de l'OTAN qui participent à l'opération Active Endeavour, dont le but est d'empêcher le déplacement de terroristes ou d'armes de destruction massive et d'accroître la sécurité des mouvements maritimes en général. Le capitaine de frégate Wade Carter a dit ne pas s'attendre à des risques d'importance durant la mission. La frégate ne sera pas basée dans un secteur particulier, mais elle quadrillera plutôt de long en large cette mer. — La Presse canadienne



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'opération policière de vendredi à la station de métro Bonaventure, au centre-ville de Montréal, a nécessité l'intervention de dizaines d'agents.

Itinérant abattu dans le métro

Une nouvelle preuve du manque de ressources, selon la RAPSIM

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le décès de Farshad Mohammadi, qui est mort sous les balles du Service de police de Montréal (SPVM), illustre une nouvelle fois douloureusement la pénurie de ressources pour les sans-abris, a souligné le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM).

Les sans-abri a été abattu vendredi après-midi lors d'une intervention policière à la sortie de la station de métro Bonaventure. L'homme âgé de 34 ans, connu dans les refuges pour sans-abris de la métropole depuis environ deux ans, aurait assailli à coups d'arme blanche un policier du SPVM, le blessant au haut du corps et à la tête. Témoin de la scène, un deuxième policier aurait ouvert le feu en sa direction, le blessant gravement. M. Mohammadi a succombé à ses blessures, tandis que les deux policiers ont reçu leur congé de l'hôpital au cours du week-end.

«Encore une fois, un gars de la rue se retrouve à mourir sous les balles du SPVM, a déclaré le coordonnateur du RAPSIM, Pierre Gaudreau, lors d'une entrevue avec *Le Devoir*. On trouve cela choquant parce qu'on est convaincu qu'il y a d'autres façons d'intervenir que d'en arriver là.»

En juin dernier, un autre itinérant, Mario Hamel, avait été mortellement touché par les balles des policiers du SPVM rue Saint-Denis, toujours à Montréal. L'intervention avait également coûté la vie à un passant en route pour le travail, Patrick Limoges.

Désinstitutionnalisation

Le maire de Montréal, Gerald Tremblay, a lancé hier un appel à l'action au gouvernement du Québec. «C'est difficile à accepter, d'autant plus qu'il y a de plus en plus de personnes avec des problèmes de santé mentale qui sont dans la rue. On dit au gouvernement: il faut faire quelque chose. Ce n'est plus juste un problème d'itinérance, où on peut trouver une chambre avec soutien communautaire», a-t-il affirmé à TVA Nouvelles, en marge du traditionnel dîner de la Fête des rois de l'Accueil Bonneau, où il a servi des repas chauds à des personnes de la rue.

De son côté, le président de la Fraternité des policiers, Yves Francœur, montre du doigt la désinstitutionnalisation, qui a jeté à la rue des milliers de personnes au cours des 30 dernières années. «Et, malheureusement, à cause de la désinstitutionnalisation, on retrouve de plus en plus dans la rue des itinérants qui sont très souvent psy-

chiatrisés, qui sont très souvent en état d'ébriété. Et, en fin de compte, qui se ramassent avec eux? Ce sont nos patrouilleurs», a-t-il déploré.

Le RAPSIM constate avec satisfaction les «pas» faits par le SPVM, notamment la mise sur pied d'une équipe mixte formée de policiers et de travailleurs sociaux du CLSC des Faubourgs, ainsi que l'amélioration de la formation des agents concernant les enjeux liés à l'itinérance et à la maladie mentale, qui s'ajoutent à l'extension, «à la grandeur de l'île», du rayon d'action de l'équipe Urgence psychosociale-Justice, du CSS Jeanne-Mance.

Mais M. Gaudreau convient que les policiers assument des responsabilités «qui dépassent non seulement leurs compétences, mais leur mandat. Beaucoup d'interventions [qu'ils font] relèvent davantage du système de la santé ou du travail de rue, mais qui ne sont pas assez soutenus.»

Le Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013 ne porte pas les fruits escomptés: l'itinérance prend de l'ampleur et les problématiques qui y sont reliées se complexifient. «Le corridor de services n'a pas été amélioré», a fait valoir Pierre Gaudreau.

Le Devoir

Dix heures de manif pour Khadr

Amnistie internationale et de nombreux artistes manifesteront jeudi prochain à la place Georges-Émile-Lapalme de la Place des Arts, à Montréal, en appui au jeune Canadien Omar Khadr, détenu à Guantánamo.

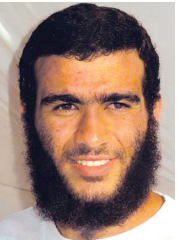
L'organisme de défense des droits humains considère que ce centre de détention à sécurité maximale est devenu le symbole d'une captivité arbitraire, de la torture et de l'incapacité des autorités américaines à respecter les droits des détenus.

Amnistie veut ainsi souligner les 10 ans d'existence de Guantánamo, ouverte en 2001 par le président George W. Bush dans le cadre de sa lutte contre le terrorisme. Pendant 10 heures, Amnistie internationale permettra à différentes personnalités et à des militants de s'exprimer pour dénoncer les violations de droits et rappeler au gouvernement canadien l'importance de travailler à rapatrier Omar Khadr.

Omar Khadr est aujourd'hui âgé de 25 ans. En octobre 2010, il s'est reconnu coupable de crimes de guerre, après avoir été accusé par la justice militaire américaine d'avoir lancé une grenade qui a tué un soldat américain. Ces événements s'étaient produits en Afghanistan, en 2002, lorsqu'Omar Khadr était âgé de 15 ans.

Le jeune Khadr attend toujours son transfert au Canada, après la conclusion d'une entente avec la justice militaire américaine. Il devait en effet avoir le droit de purger sa peine dans un autre pays.

Parmi les personnalités qui participeront à cet événement, on retrouvera le chanteur Paul Piché, les comédiens Emmanuel Bilodeau, Fanny Mallette, Sophie Faucher, Christian Bégin, le réalisateur Philippe Falardeau, le metteur en scène Dominic Champagne et la porte-parole de Québec solidaire, Françoise David.



Omar Khadr

La Presse canadienne

Charest veut redoubler d'efforts pour rallier les Québécois au Plan Nord

ALEXANDRE ROBILLARD

Radisson — Le premier ministre Jean Charest a reconnu hier qu'il doit redoubler d'efforts pour rallier les Québécois derrière le Plan Nord, son projet-phare avec lequel il espère catalyser le désir de changement lors de futures élections.

M. Charest a déclaré qu'il était conscient de l'importance de faire la promotion du Plan Nord, dont il s'est efforcé d'illustrer les retombées concrètes en amorçant une mission de trois jours sur le territoire visé par ce projet de développement économique.

L'ampleur du Plan Nord et son étalement sur 25 ans nécessitent des efforts de communication particuliers, a indiqué le premier ministre lors d'un point de presse. «C'est un projet qui est tellement gros, qui est tellement grand, sur longtemps, une longue période de temps, que ça exige qu'on communique ce que c'est, le Plan Nord, ce que ça amène comme bénéfices, ce que ça amène comme

projets de développement, également pour qu'on puisse en bénéficier, a-t-il dit. Alors, moi, je suis très conscient de l'importance de porter le Plan Nord et d'aller vers les Québécois pour en parler.»

M. Charest a martelé qu'un emploi dans le nord du Québec en générerait deux dans le sud. «L'idée de cette mission, c'est de brancher le sud et le nord, de donner une occasion aux entrepreneurs qui sont dans le sud, dans ce cas-ci de la Capitale-Nationale, de voir de leurs propres yeux et d'être en contact avec les projets qui sont dans le nord, pour pouvoir mesurer justement l'ampleur des projets et le rythme des projets, qui n'est pas le même que dans le sud», a-t-il dit.

«Le développement d'une mine, c'est une affaire de 20 ans, le développement d'un projet hydro-électrique, qu'on connaît bien au Québec, ça ne se fait pas au même rythme.»

Avec le maire de Québec, Régis Labeaume, et le ministre des Ressources naturelles, Clément Gignac, M. Charest dirige une mission composée de représentants de 25 entreprises de la grande région de la capitale qui souhaitent profiter des occasions d'affaires suscitées par le Plan Nord.

En septembre dernier, M. Charest avait affirmé que ce projet répondra aux aspirations de la population québécoise, qui a manifesté récemment un appétit pour un renouveau, notamment aux dernières élections fédérales. M. Charest a affirmé que le sort du Québec, tout comme le sien, est en partie rattaché au Plan Nord. «Le destin du Québec est en partie lié au Plan Nord, aussi, tellement le projet est gros, le territoire est grand, les ressources sont importantes», a-t-il dit.

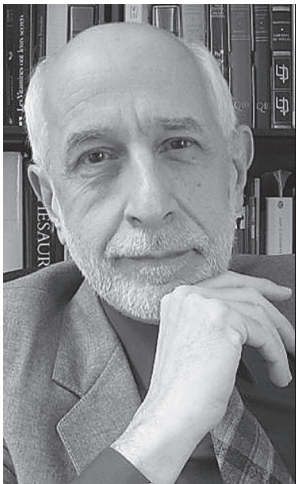
Le Plan Nord prévoit des investissements de 80 milliards,

dont 47 milliards pour le développement énergétique.

Cette question est d'ailleurs importante pour les entreprises, notamment dans le secteur minier, qui souhaitent implanter leurs activités au nord du 49^e parallèle, puisqu'il n'existe aucune ligne de transport d'électricité au-delà du complexe La Grande.

Par ailleurs, la multiplication des projets miniers dans le Nord québécois pourrait se traduire par la construction d'un second chemin de fer reliant Schefferville à Sept-Îles, au coût d'environ deux milliards. Le *Soleil* rapportait hier que ce nouveau mégaprojet fait l'objet d'un mandat de lobbying accordé à l'homme d'affaires Marcel Aubut par la firme sino-canadienne Century Iron Mines, qui possède des droits sur deux gisements de fer dans le secteur de Schefferville. La construction représenterait un investissement de deux milliards.

La Presse canadienne



Congédié ?

Voyez

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

LOTTO 6/49

Résultats des tirages du : 2012-01-07

06	08	11	07
25	28	45	compl.

Prochain gros lot (approx.) : 11 000 000 \$

Québec 49

Résultats des tirages du : 2012-01-07

04	17	31	02
32	46	49	compl.

Extra 6826681

27 30 36 45

6/49+ Québec

06 08 28 38

Les détenteurs d'une sélection Québec 49 jouée avec le Lotto 6/49 sur un même billet et comportant les quatre numéros d'une même sélection boni tirée se partageant une cagnotte de 49 000 \$.

Résultats des tirages du : 2012-01-06

01	02	08	13	22	45	46	compl.
----	----	----	----	----	----	----	--------

Extra 3511828

Prochain gros lot : 21 000 000 \$

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Le Canada salue les réformes cubaines

Ottawa — La ministre d'État des Affaires étrangères aux Amériques et affaires consulaires, Diane Ablonczy, emprunte un ton plus doux que celui qu'avait auparavant employé le gouvernement conservateur au sujet de Cuba. Cette semaine, Mme Ablonczy se rend dans l'île communiste des Antilles, à la fois l'ennemi le plus proche des États-Unis et la destination soleil privi-

légée par des millions de Canadiens. Elle a fait l'éloge des réformes économiques menées par le président Raúl Castro depuis qu'il a succédé à son frère Fidel, il y a près de quatre ans. Ces réformes incluent l'ouverture au droit de propriété privée et le droit de vendre une voiture d'occasion. Mme Ablonczy ne croit pas que cela mènera à de plus grandes libertés démocratiques, mais elle affirme que le Canada peut aider Cuba à aller de l'avant.

— La Presse canadienne

ACTUALITÉS

Double discours



MANON CORNELLIER

À 16h21, vendredi dernier, le communiqué de presse du bureau du premier ministre annonçant la nomination de sept nouveaux sénateurs a atterri dans les boîtes de courriel des journalistes parlementaires. Sept nominations, presque toutes fortement partisanses, qu'on n'a même pas cherché à justifier.

Le premier ministre Stephen Harper a pris goût à ces annonces faites lorsque la Chambre est en congé et que les Canadiens ont la tête ailleurs. Peut-être pour passer le plus possible inaperçu, ce qu'on comprendrait de la part d'un homme qui a passé son temps dans l'opposition à dénoncer le patronage au Sénat.

Une fois élu, il n'a pas résisté longtemps, nommant aussitôt le Montréalais Michael Fortier au Sénat pour le faire entrer au cabinet. En 2007, il a nommé la sénatrice élue albertaine Bert Brown, mais il s'est ensuite abstenu, laissant la chambre haute se dégarnir peu à peu, au point où cela était problématique. Les comités sénatoriaux arrivaient difficilement à garder le rythme. L'institution risquait de devenir dysfonctionnelle. Même des sénateurs libéraux s'en plaignaient.

Car, on a beau mépriser le Sénat, il demeure un engrenage incontournable de notre système parlementaire. Tous les projets de loi doivent encore y être étudiés et adoptés avant de devenir des lois.

Au tout début de janvier 2009, M. Harper a réagi en nommant 18 sénateurs d'un coup. Le tollé fut immédiat, mais le geste était nécessaire pour permettre au Sénat de continuer à jouer le rôle que lui dicte toujours la Constitution. Et, malgré cette arrivée de nouveaux sénateurs, les conservateurs étaient toujours minoritaires.

◆ ◆ ◆

La glace était toutefois brisée. Le premier ministre ne s'est plus gêné par la suite pour combler les postes vacants. Presque toujours en période de congé parlementaire. Comme ces neuf nominations faites en août 2009, ces deux autres le 20 décembre 2010. Et ces trois autres en juin dernier (quelques minutes après la fin de la conférence de presse du premier ministre annonçant son nouveau cabinet, ce qui lui a évité de répondre de son geste). Sur les 105 sénateurs actuellement en exercice, 37 sont des recrues de Stephen Harper.

Le bon fonctionnement de l'institution ne peut donc plus servir d'alibi. On en a trouvé un autre: la nécessité de donner au gouvernement la majorité au Sénat afin d'assurer l'adoption de ses réformes sur la durée du mandat des sénateurs et leur élection dans le cadre de scrutins organisés par les provinces.

On nous a rresservi ce besoin d'une majorité en juin dernier après la nomination de trois autres sénateurs, trois candidats défaits qui vont maintenant défendre la nécessité d'élire les sénateurs! Le gouvernement avait pourtant le plein contrôle du Sénat au lendemain de l'élection du 2 mai dernier. Les conservateurs occupaient déjà 52 des 101 postes pourvus, alors que l'opposition détenait 49 sièges (45 libéraux, deux indépendants, deux progressistes-conservateurs).

Ce contrôle du Sénat, M. Harper l'a toujours, ce qui explique peut-être qu'on n'a pas cherché à expliquer les nominations de vendredi dernier. On les a faites, tout simplement. Et, du coup, on a révélé toute la frime de cette réforme du Sénat.

◆ ◆ ◆

Le premier ministre aurait très bien pu attendre son adoption pour ensuite se plier à ses exigences. Il a plutôt préféré la prendre de vitesse pour pouvoir choisir qui il veut. On ne peut manquer de noter d'ailleurs que son gouvernement n'a pas l'air pressé de faire adopter cette réforme, puisqu'il ne fait rien pour en accélérer l'examen parlementaire (ce qui n'est pas une mauvaise chose, car le Parlement devrait toujours bénéficier de suffisamment de temps pour étudier correctement les projets de loi).

Mais, en choisissant de peser sur l'accélérateur pour certains dossiers plutôt que d'autres, le gouvernement affiche ses priorités. Et la réforme du Sénat n'en est qu'une de façade.

Un autre indice révélateur est la manière de s'y prendre. Depuis 2006, il a présenté les deux volets de sa réforme en pièces détachées: la durée du mandat, d'un côté, et l'élection des sénateurs, de l'autre. Plusieurs provinces, dont le Québec, ont protesté en soutenant que pareille réforme exigeait leur accord et un amendement constitutionnel. En entrevue avec *Le Devoir* en juin, le ministre québécois des Affaires intergouvernementales canadiennes, Pierre Moreau, avait indiqué que la province pourrait procéder à un renvoi à la Cour d'appel du Québec.

Stephen Harper a toujours fait la sourde oreille. Il aurait pourtant pu demander l'opinion de la Cour suprême. S'il l'avait fait dès 2006 ou 2007, il aurait déjà eu la réponse. Mais le risque aurait été de perdre un thème cher à la base conservatrice et fort utile pour glaner votes et dollars.

Six ans plus tard, on se retrouve avec un Sénat largement nommé par celui-là même qui avait dit qu'il ne descendrait jamais aussi bas. Et, si les choses continuent à traîner, il pourra remplacer les 12 conservateurs qui prendront leur retraite d'ici les prochaines élections et... les huit libéraux qui en feront autant.

Et, à voir M. Harper aller, on peut prédire qu'ils seront tous conservateurs bon teint car, jusqu'à présent, il n'a même pas cherché, comme Brian Mulroney ou Paul Martin avant lui, à dorer la pilule en nommant des sénateurs d'une allégeance autre que la sienne.

Le Sénat est bleu, il le sera encore davantage et pour longtemps.

mcornellier@ledevoir.com

Moratoire citoyen

Plus de 20 000 propriétaires disent non à l'industrie gazière

Ils ont fait parvenir une lettre interdisant aux entreprises l'accès à leurs terres pour y chercher du gaz de schiste

PATRICE BERGERON

Québec — Plus de 20 000 propriétaires fonciers de la vallée du Saint-Laurent ont interdit à l'industrie du gaz de schiste l'accès à leurs terrains.

Ils ont entériné une lettre fournie par les opposants aux gaz de schiste et adressée aux entreprises gazières. Ils se réclament de la Loi sur les mines pour exiger une entente à l'amiable avant toute activité d'exploration sur leur propriété, ce qui bloquerait à toutes fins pratiques les activités des sociétés gazières.

La loi actuelle prévoit en effet qu'une entreprise doit obtenir le consentement du propriétaire foncier pour avoir accès au terrain visé et y faire des travaux d'exploration. Sinon, l'entreprise doit verser une indemnité, et, en cas de désaccord, un tribunal doit trancher.

Les regroupements d'opposants sont fiers d'avoir accompli cet imposant travail de collecte de signatures en quelques mois. «*C'est une opération majeure, unique, c'est du jamais vu*», a déclaré un des porte-parole du Regroupement interrégional sur les gaz de schiste de la vallée du Saint-Laurent (RIGSVSL), Serge Fortier, dans une entrevue accordée à La Presse canadienne.

«*Certains considèrent que c'est une opération titanessque. C'est une initiative citoyenne, payée par des citoyens bénévoles, qui font du porte-à-porte.*»

Selon lui, l'adhésion des propriétaires au mouvement illustre clairement la non-acceptabilité sociale de la filière gazière au Québec, en dépit de ce que le gouvernement ou les gazières prétendent. «*Le gouvernement se pète les bretelles en disant que la majorité des gens sont pour les gaz de schiste, puisqu'on ne les entend*

pas parler [...] Mais on prouve sur le terrain que ce n'est pas vrai.»

Chaque fois qu'un propriétaire signe une lettre, les militants anti-gaz de schiste colorent les lots concernés sur une carte de cadastre. «*On a des cartes colorées jusqu'à 80 %*», a affirmé M. Fortier. Si certaines zones sont moins colorées, c'est tout simplement que les militants n'ont pas pu encore étendre les opérations de signature dans ces secteurs, a-t-il soutenu.

Les opposants veulent recueillir l'appui d'au moins 25 000 propriétaires fonciers dans la vallée du Saint-Laurent.

Contourner les réfractaires

L'industrie estime pour sa part que ce mouvement ne fait qu'illustrer la méfiance et les craintes des propriétaires, qui sont normales et qui seront atténuées une fois que le comité d'évaluation environnementale stratégique aura livré ses conclusions.

Le relationniste de l'Association pétrolière et gazière du Québec (APGQ), Stéphane Gosselin, a indiqué que la lettre rappelle simplement l'état de fait actuel: l'industrie doit obtenir le consentement du propriétaire et le dédommager, ce qu'elle a toujours fait, a-t-il assuré.

Mais, par ailleurs, l'industrie peut assez facilement contourner les propriétaires réfractaires et aller voir leurs voisins plus réceptifs, en raison de la localisation du gaz de schiste et des méthodes d'extraction. «*Nous sommes capables d'aller chez un deuxième ou un troisième voisin et atteindre les mêmes ressources*, a-t-il confirmé dans une entrevue. *Le schiste est une couche de roche qui s'étend sur plusieurs centaines de kilomètres. Il y a plusieurs possibilités.*»

La Presse canadienne



LE DEVOIR

L'opposition à l'exploration et à l'exploitation du gaz de schiste se poursuit au Québec. Après avoir utilisé les audiences du BAPE pour manifester leur désaccord à tout projet, des citoyens de la vallée du Richelieu optent cette fois pour l'envoi de lettres interdisant l'accès à leurs terres.

Des fonctionnaires planifiaient de vendre les tableaux de Pellan

Les deux œuvres ont été remplacées par des portrait de la reine

JENNIFER DITCHBURN

Ottawa — Le gouvernement fédéral a discrètement planifié la vente des deux tableaux d'Alfred Pellan qui ont été remplacés par des portraits de la reine Elisabeth II dans le foyer du ministère des Affaires étrangères.

Mais il semble que l'idée ait été rapidement remise après une forte vague de mécontentement au Québec. Sept mois après avoir été retirées des murs du ministère, les toiles *Canada Ovest* et *Canada Est* dorment toujours loin des yeux des Canadiens.

Le remplacement des tableaux du maître québécois avait été ordonné 10 jours avant la visite du duc et de la duchesse de Cambridge, à l'été 2011.

Un mois après leur passage, des documents obtenus en vertu de la Loi sur l'accès à l'information indiquent que des fonctionnaires discutaient de la possibilité de vendre les Pellan, qui valent chacun 90 000 \$ selon le ministère. Mais ces discussions ont rapidement cessé lorsque la nouvelle du remplacement a fait les manchettes.

Des fonctionnaires avaient d'abord suggéré que le portrait de la reine et les deux tableaux d'Alfred Pellan soient tous trois exposés au ministère. Le peintre avait réalisé ces œuvres pendant

la Seconde Guerre mondiale. Elles étaient destinées au nouveau bureau diplomatique canadien au Brésil, puis ont été exposées dans l'édifice Pearson pendant presque 30 ans.

L'idée de voir Sa Majesté frotter ses épaules contre les Pellan a été rapidement rejetée par les conservateurs. «*Il y a eu beaucoup de discussions entre le ministre et le sous-ministre vendredi et, malgré d'autres recommandations, ils veulent aller de l'avant avec l'idée qui figure dans leur*

autre agence gouvernementale ne les achète pour les exposer.»

À l'interne, des fonctionnaires ont semblé émettre des doutes quant à l'opportunité de vendre ces œuvres. «*Devrions-nous recommander le retrait de ces deux peintures de la liste des œuvres à vendre ou à disposer?*», s'est interrogé un fonctionnaire chargé de la collection d'œuvres.

La décision de retirer les Pellan pour installer un portrait de la reine Elisabeth II a été vertement critiquée au Québec, en plus

d'être jugée comme quasi colonialiste et des plus insultantes. Alfred Pellan est l'un des plus célèbres peintres québécois, avec Paul-Émile Borduas et Jean-Paul Riopelle. Plusieurs espaces publics et circonscriptions fédérales ont été nommés en son honneur, alors que Pellan ne partageait pas les opinions souverainistes de ses deux contemporains.

Cette décision de retirer les Pellan a outragé des Québécois, qui ont écrit au ministre Baird.

«*Le gouvernement du Canada n'a aucunement l'intention de vendre ces peintures*», s'est contenté de répondre la semaine dernière Joseph Lavoie, porte-parole du ministre.

La Presse canadienne

Ottawa veut insuffler un peu de guerre 1812 à la Fête du Canada

DEAN BEEBY

Ottawa — Le gouvernement canadien a engagé un expert du milieu théâtral pour ajouter un zeste de guerre aux prochaines célébrations entourant la Fête du Canada.

Le producteur torontois Paul Shaw aidera à établir une programmation axée sur la guerre de 1812. Les célébrations comprendront aussi les habituelles prestations de chanteurs populaires et de danseurs. Comme à l'accoutumée, des feux d'artifice illumineront aussi la capitale du pays.

«*Je m'occupe tout le temps d'événements spéciaux, alors on m'a demandé de faire ça*», a-t-il affirmé en entrevue. M. Shaw a reconnu qu'il serait difficile de lier autant d'éléments contemporains avec des motifs historiques.

Le gouvernement conservateur, qui cherche à faire la promotion de la culture et de l'héritage militaires du Canada, a prévu un budget et des ressources tout au long de l'année afin de souligner le bicentenaire de la guerre de 1812 en Amérique du Nord.

La guerre de 1812 est peu connue à l'extérieur des milieux universitaires.

Mettant aux prises la Grande-Bretagne et la jeune république américaine, le conflit s'est terminé sans faire de réels vainqueurs, mais certains historiens le considèrent comme un événement fondamental dans la formation de la nation canadienne.

Au Québec, cette guerre est surtout connue en raison de la bataille de Châteauguay, au cours de laquelle le lieutenant-colonel Charles de Salaberry, à la tête de miliciens canadiens-français, repoussa une force d'invasion américaine.

Le ministère du Patrimoine canadien a l'habitude d'exploiter des thèmes patriotiques lors du spectacle de midi sur la Colline du Parlement, le 1^{er} juillet, donnant à la Commission de la capitale nationale (CCN) toute la liberté voulue pour organiser le spectacle du soir avec des chanteurs et des feux d'artifice. Toutefois, un récent document de la CCN indique que le thème de la guerre apparaîtra dans les deux spectacles cette année. «*Les événements sur la Colline du Parlement présentent aussi une occasion clé pour le gouvernement fédéral de susciter de l'enthousiasme et de l'excitation autour d'autres événements importants*», est-il écrit dans ce document. «*En 2012, le gouvernement du Canada commémore la guerre de 1812, et ce thème doit être incorporé dans les spectacles du midi et du soir*», peut-on aussi lire.

La CCN a un budget de 3,7 millions pour les festivités du 1^{er} juillet cette année. La valeur du contrat de M. Shaw n'a pas été révélée.

La Presse canadienne

La justice rwandaise exige la déportation de Léon Mugesera

Une nouvelle requête visant à suspendre l'expulsion du Canada de l'ancien politicien rwandais Léon Mugesera sera entendue aujourd'hui en Cour fédérale.

En 2005, la Cour suprême du Canada avait donné son feu vert au renvoi de l'homme soupçonné d'incitation au génocide, mais le gouvernement fédéral avait mis en veilleuse cette décision, puisque M. Mugesera risquait la peine de mort au Rwanda. Or le Rwanda a aboli la peine capitale depuis, et Ottawa a statué que sa vie n'est plus en danger. L'avocate de Léon Mugesera, M^{re} Johanne Doyon, compte réclamer une révision judiciaire à la Cour fédérale, mais elle a entre-temps déposé une requête pour suspendre l'expulsion prévue jeudi.

Le parquet général du Rwanda a appelé le Canada à ne pas suspendre l'extradition de Léon Mugesera, accusé d'incitation au génocide des Tutsis en 1994, lors d'un célèbre discours, prononcé en novembre 1992, où il aurait appelé les Hutus à renvoyer les Tutsis «*chez eux en Éthiopie*», en les faisant passer par la rivière Nyabarongo, dans laquelle des Tutsis furent jetés vifs ou morts deux ans plus tard.

«*Nous avons convaincu la communauté internationale que nous conduisons des procès équitables*», a soutenu le procureur général du Rwanda, Martin Ngoga, faisant allusion au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), qui a confirmé en décembre que le système judiciaire rwandais était en mesure de garantir un procès équitable. «*On ne s'attend pas à ce que les tribunaux nationaux au Canada prennent une décision différente. Parmi les choses que nous devons savoir lorsqu'il s'agit de fugitifs, c'est que chaque jour de retard joue en leur faveur et contre les victimes*», a-t-il expliqué.

Selon lui, M. Mugesera, qui vit au Québec depuis 20 ans, «*a entrepris une campagne médiatique ainsi que la mobilisation d'éléments politiques pour éviter une fois de plus la déportation*». «*Cette affaire se trouve sur nos tables depuis trop longtemps. Il est temps de la porter à une autre étape*», a-t-il ajouté.

D'après La Presse canadienne et l'Agence France-Presse

ACTUALITÉS

L'intelligence artificielle au service de l'archéologie

ALEXANDRE MOTULSKY-FALARDEAU

L'intelligence artificielle, qui en était encore récemment à ses balbutiements, se met maintenant au service de la science. Des archéologues américains y ont eu recours cette année pour identifier, dans le confort de leurs laboratoires, des sites de fouille... sur le terrain. Une tendance qui gagne en popularité?

Publiée récemment dans la revue *Nature*, cette étude explique comment des chercheurs ont réussi à déterminer des sites de fouilles archéologiques à l'aide d'images satellitaires et de réseaux informatiques «neuro-naux», un modèle de calcul utilisé en intelligence artificielle (IA).

L'IA est souvent définie comme un système informatique imitant les capacités du cerveau humain. Si l'intégration de cette technologie en recherche scientifique n'a pas toujours été couronnée de succès, une nouvelle approche, appelée «réseau neuronal» et inspirée du fonctionnement des neurones humains, s'avère toutefois prometteuse. Elle permet en effet de traiter de grandes quantités de données à l'aide d'ordinateurs de plus en plus puissants et surtout de faire ressortir de ces amas de données des patrons cohérents.

Utilisé en recherche archéologique, l'ordinateur identifie des sites susceptibles d'abriter des fossiles à partir des données qui lui ont été fournies préalablement.

Et il se comporte à la manière de neurones biologiques, c'est-à-dire en utilisant l'information apprise dans le passé pour en créer une nouvelle.

Selon Christian Gagné, professeur au Département d'informatique et de génie logiciel de l'Université Laval, cette étude américaine est la première à utiliser cette approche pour les besoins de l'archéologie. Et, compte tenu des quantités toujours plus grandes de données à traiter, et ce, dans de nombreuses spécialisations scientifiques, le «réseau neuronal» est sans doute promis à un bel avenir.

Histoire d'intelligence!

L'IA a fait son apparition en même temps que l'informatique, dans les années 1950. Mais c'est à partir des années 1990-2000 «*qu'on a vu naître les approches basées plus spécifiquement sur le traitement des données*», rappelle le chercheur en informatique. Une progression qui s'est faite en parallèle avec l'amélioration de la capacité de traitement du matériel informatique.

Et, en raison de la quantité toujours plus grande d'informations à traiter et de la difficulté des humains à donner un sens à ces grandes quantités de données, des experts ont décidé de déléguer le fastidieux travail à des ordinateurs. Et certains scientifiques, comme ces archéologues, peuvent maintenant dire: «Mission accomplie!»

Agence Science-Presse

UN CARGO SE BRISE



LOC / MARITIME NEW ZEALAND / AFP

UN PORTE-CONTENEURS échoué depuis trois mois au large des côtes néo-zélandaises s'est brisé en deux sous l'effet de la tempête, dans la nuit de samedi à hier, faisant craindre une nouvelle marée noire. Le Rena, qui bat pavillon libérien, s'est échoué le 5 octobre sur un récif situé à 22 km au large de Tauranga, sur la côte est de l'île du Nord du pays, déversant quelque 300 tonnes de carburant et des centaines de ses conteneurs dans la mer. Les deux morceaux du Rena se trouvent toujours sur le récif de l'Astrolabe, où la poupe est désormais séparée de 30 mètres de la proue. Le commandant du Rena et son second, tous deux d'origine philippine, ont été inculpés pour conduite dangereuse et déversement de substances toxiques et doivent comparaître de nouveau devant la justice en février. - Reuters

Les 70 ans du physicien Stephen Hawking

PAULINE GRAVEL

À l'Université de Cambridge en Angleterre, on célébrait hier en grande pompe le 70^e anniversaire du physicien Stephen Hawking, reconnu pour son génie et sa survie inexplicable à une maladie dégénérative mortelle.

En 1963, alors qu'il n'est âgé que de 21 ans, les médecins découvrent qu'il souffre d'une sclérose latérale amyotrophique (SLA) ou maladie de Lou Gehrig, qui se caractérise par la dégénérescence des neurones moteurs qui actionnent les muscles. On lui annonce qu'il n'a que quelques mois à vivre, voire quelques années tout au plus.

On estime en effet que seulement 5 % des personnes atteintes de cette forme de dystrophie musculaire incurable survivent plus d'une décennie après que la maladie a été diagnostiquée. Le fait que Stephen Hawking est toujours vivant près de 50 ans plus tard demeure une énigme pour le corps médical. Sur ce, le physicien, qui est toujours actif intellectuellement, a déclaré à la BBC: «J'ai été chanceux que ma maladie ait progressé plus lente-

ment qu'elle ne le fait habituellement. Cela montre qu'on ne doit jamais perdre espoir».

L'annonce de sa maladie ne l'empêche tout de même pas d'épouser en 1965 Jane Wilds, une jeune étudiante qu'il avait rencontrée au moment où on lui avait diagnostiqué sa maladie, avec laquelle il a eu trois enfants. «Ce mariage a changé ma vie. Il m'a donné un but dans la vie», a-t-il confié à la BBC. En effet, Hawking termine alors son doctorat et amorce sa carrière de chercheur, même si les symptômes de sa maladie continuent de s'aggraver. À partir de 1974, son état se dégrade au point où il ne peut plus s'alimenter seul et sortir du lit. Il se voit désormais confiné à un fauteuil roulant. En 1985, il souffre d'une grave pneumonie qui oblige les médecins à pratiquer une trachéotomie, c'est-à-dire une ouverture dans la trachée afin de permettre une ventilation mécanique. L'intervention lui permet de surmonter l'infection, mais elle déforme complètement sa voix qui devient à peine compréhensible.

Pour l'aider à communiquer, des informaticiens lui préparent

un logiciel lui permettant de sélectionner des mots sur un écran d'ordinateur à l'aide d'un bouton inséré dans sa main. Le tout est relié à un synthétiseur vocal qui lit ce qu'il a inscrit à l'ordinateur.

Actuellement, Stephen Hawking utilise un dispositif optique qui interprète les petits mouvements qu'il effectue avec les muscles de ses joues pour pointer sur l'écran d'un ordinateur les mots qu'il désire. L'ordinateur les répète au fur et à mesure grâce à un synthétiseur vocal. On dit que Stephen Hawking arrive à sélectionner un mot à la minute avec ce système. Il lui reproche seulement de lui donner «un accent américain»!

Malgré ces grands handicaps, Stephen Hawking a poursuivi des recherches de haute voltige en cosmologie à l'Université de Cambridge. Il est aujourd'hui considéré comme l'un des plus brillants théoriciens de la physique depuis Einstein. Il a notamment démontré que, en vertu de la théorie de la relativité générale d'Einstein, l'espace et le temps ont un commencement, le Big Bang, et ont une fin, les trous noirs. Il a proposé l'hypothèse d'un univers sans bord qui n'aurait pas de frontière. À ses yeux, il s'agit de la seule manière d'entrevoir le commence-

ment de l'univers d'une manière totalement déterminée, sans l'intervention d'un créateur.

Hier, il n'a malheureusement pas pu être présent à la cérémonie organisée en son honneur, en raison d'un problème de santé. Mais il avait enregistré sa conférence et les réponses aux questions que des auditeurs de la BBC lui avaient formulées.

Entre autres, il a insisté sur l'importance de poursuivre l'exploration de l'espace afin d'assurer la survie de l'humanité. «Il est fort possible que nous assistions à l'extinction de l'espèce humaine, car il est à peu près certain qu'une catastrophe, telle qu'un accident nucléaire ou le réchauffement

climatique, détruira la Terre d'ici mille ans. Il est donc essentiel de coloniser l'espace. Je crois que nous établirons d'abord des colonies autonomes sur Mars et d'autres astres du système solaire, bien que cela ne se fera pas nécessairement au cours des 100 prochaines années. Je suis même confiant que les progrès de la science et de la technologie permettront un jour aux humains de se disperser au-delà du système solaire, voire jusqu'aux confins de l'Univers», a-t-il déclaré.

Le Devoir

AUTOMOBILE

Fiat se donne au moins quatre ans pour fusionner avec Chrysler

Washington — Le directeur général du groupe automobile italien Fiat, Sergio Marchionne, a affirmé hier qu'il prévoyait encore au moins quatre ans pour réussir la fusion avec le constructeur américain Chrysler et ensuite quitter ses fonctions.

«Il faudra attendre après 2015 pour que le dirigeant italien, franc et gros fumeur, atteigne ses objectifs de fusionner entièrement Fiat et Chrysler, de réussir une introduction en Bourse et de lancer son successeur», a écrit le quotidien *Detroit Free Press*, rapportant les propos de M. Marchionne au style indirect.

Concernant sa succession, «rien ne va se passer jusqu'à après 2015», a-t-il affirmé.

Mais d'après le journal, qui ne cite pas ses sources, la fusion pourrait avoir lieu en 2013. Fiat a pris les commandes opérationnelles de Chrysler en juin 2009, à la fin du redressement judiciaire du troi-

sième constructeur américain. En juin 2011, il a dépassé les 50 % du capital et en contrôle aujourd'hui 58,5 %.

Les deux groupes fonctionnent encore indépendamment, même s'ils partagent un même directeur général. La famille Agnelli, fondatrice de Fiat et qui reste le premier actionnaire avec 30,4 % du capital, soutient l'idée de la fusion.

Le sujet est sensible en Italie, où Fiat est accusé par certains syndicats de délaisser la péninsule pour les États-Unis.

Le *Detroit Free Press* a rapporté que M. Marchionne prédisait une année difficile pour Chrysler en 2012, avec un seul nouveau modèle d'importance, une berline Compact de Dodge, la Dart, qui doit être présentée au Salon de l'automobile de Detroit aujourd'hui. En revanche, en 2013, Chrysler prévoit huit nouveaux modèles.

Agence France-Presse

MOTS CROISÉS

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

1844

HORIZONTALEMENT

1. Bruit sec.

2. Qui n'a plus faim - Fromage du Calvados.

3. Considérer - Pouffer.

4. Personne bavarde - Niveler.

5. De même - Animal fabuleux.

6. Acharné - Ver marin.

7. Se promènent sans but - Du verbe naître.

8. Avant nous - Anneaux de cordage.

9. Et le reste - Résine d'odeur fétide - Art de tromper.

10. Tubes fluorescents - Converser.

11. Explosif puissant - Ensemble des soins de propreté du corps.

12. Spécialité nippone - Lancées.

VERTICALEMENT

1. Successions de bruits secs.

2. Demeurer - Gardé.

3. Propre (à) - Pull-overs.

4. Désigne une personne - Affaire d'honneur.

5. Attire les vacanciers - Blanc mousseux.

6. Raffinées.

7. Apparence trompeuse - Pause.

8. Électrovolte - Primate de l'Inde - Cassius Clay.

9. Naseau - Vadrouiller.

10. Classements - Injure.

11. Nymphes des montagnes - Ville de France.

12. Extraire - Attendus.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

SOLUTION DU DERNIER

1843

Météo Média

Sept-Îles -12/-15

Baie-Comeau -11/-14

Saguenay -8/-17

Québec -9/-12

Trois-Rivières -7/-9

Gatineau -1/-4

Montréal -3/-6

Gaspé -8/-13

Rimouski -11/-12

Val d'Or -1/-8

Lever du soleil: 7h34

Coucher du soleil: 16h30

©MétéoMédia 2012

Canada

Auj.

Mel 4/-14

Nei -5/-19

Le Monde

Auj.

Var 10/7

Sol 11/7

Edmonton

Sol -7/-11

Nei 1/-11

Los Angeles

Sol 20/10

Var 18/9

Saint-Jean

Sol -5/-7

Nei 3/-9

Mexico

Sol 20/5

Sol 20/4

Toronto

Sol 3/0

Sol 5/1

New York

Sol 7/2

Sol 10/2

Vancouver

Plu 9/0

Sol 5/-1

Paris

Sol 10/5

Sol 11/8

Winnipeg

Sol 5/-3

Mel 2/-16

Tokyo

Sol 9/5

Sol 9/5

Montréal

Aujourd'hui

-3

Quelques flocons, pdp 40%.

Ce soir

-4

Quelques flocons, pdp 40%.

Demain

1/-4

Quelques flocons, pdp 40%.

Mercredi

1/-4

Quelques flocons, pdp 40%.

Judi

1/-10

Grésil, pdp 60%.

Québec

Aujourd'hui

-9

Quelques flocons, pdp 40%.

Ce soir

-12

Faible neige, pdp 40%.

Demain

-1/-12

Quelques flocons, pdp 40%.

Mercredi

-6/-7

Faible neige, pdp 80%.

Judi

-1/-14

Quelques flocons, pdp 60%.

Gatineau

Aujourd'hui

-1

Ciel variable.

Ce soir

-4

Quelques flocons, pdp 40%.

Demain

0/-3

Ciel variable.

Mercredi

0/-3

Nuageux avec percées de soleil.

Judi

0/-13

Grésil, pdp 60%.

Soyez au courant du temps qu'il fera dans 14 jours.

Consultez la tendance 14 jours.

Météo Média

1844

ÉCONOMIE

PERSPECTIVES

Résolutions pour la nouvelle année

L'année qui commence s'annonce difficile sur le front économique. Ce contexte se prêtera à tous les raccourcis intellectuels et autres chasses aux boucs émissaires. Mais les problèmes en cause sont tellement nombreux, tellement sérieux et tellement complexes qu'on devrait se promettre d'essayer de ne pas se laisser entraîner sur ces fausses pistes.

Bon, d'accord, l'expert en question n'est pas spécialement reconnu pour son optimisme, au point où il a même été surnommé «Docteur catastrophe», mais Nouriel Roubini a quand même été l'un des rares à prédire la crise financière de 2008. Les prédictions que l'économiste de l'Université de New York faisait le mois dernier pour l'année qui commence n'étaient, de toute manière, pas tellement différentes de celles de la majorité de ses confrères. «*Les perspectives pour l'économie globale en 2012 sont claires, mais elles ne sont pas gaies*», écrivait-il dans un article destiné aux journaux. *Récession en*

Europe, croissance anémique au mieux aux États-Unis, un ralentissement ponctuel en Chine et dans la plupart des économies émergentes, [...] Pour paraphraser Bette Davis dans le film *Eve*: «Attachez vos ceintures, ça va secouer.»

Le célèbre rabat-joie n'a rien dit sur le Canada, sinon que les pays exportateurs de matières premières allaient aussi trinquer à cause de la baisse de la demande mondiale. L'économiste de la Banque de Montréal, Sherry Cooper, a ajouté, vendredi, qu'une faible productivité et la force du dollar canadien allaient aussi plomber les exportations de nos manufacturiers au moment même où ils sont de plus en plus exposés à la concurrence des produits bon marché, provenant non pas de la Chine, mais des usines «dégraissées» et antisyndicales américaines. Si on ajoute à cela le vrai début des politiques d'austérité des gouvernements et le retour sur terre des ménages surendettés, on peut s'attendre à ce que le Canada soit secoué aussi.

Cette situation ne devrait pas tellement nous surprendre. On savait dès le début qu'il est toujours beaucoup plus long de se remettre d'une crise financière que de toute autre crise économique. Ces périodes de morosité prolongée ont toutefois l'art de mettre les nerfs à rude épreuve et de ne pas toujours faire ressortir le meilleur de nous-mêmes.

L'Histoire a montré que c'est souvent dans ces occasions qu'on accuse les plus faibles et les plus vulnérables de leurs propres malheurs et même de celui des autres. Il est alors question d'assistés sociaux qui abuseraient du système, d'immigrants qui seraient trop nombreux ou, à une autre échelle, de pays entiers qui ne seraient que des ramassis de paresseux et de fraudeurs.

Ce ne sont pas les seuls raccourcis intellectuels dans lesquels on peut tomber. Le magistral échec du modèle du tout-au-marché en 2008 a incité certains à verser dans une forme d'anticapitalisme primaire qu'on n'avait pas entendu depuis des lustres. Notre lenteur à trouver des modèles alternatifs, la tendance des gouvernements aux abois à revenir aux anciennes recettes et le retour d'une attitude suffisante et impénitente des grands capitalistes responsables de la crise n'aident en rien à l'affaire. Mais qu'on accuse les riches, les pauvres, les politiciens incompétents, les membres d'un obscur complot, les Chinois ou n'importe qui d'autre à part soi-même, c'est toujours le règne des préjugés, des explications toutes faites et des solutions faciles.

Oser

Il faut dire que, de l'endettement des gouvernements à la financiarisation de l'économie, en passant par l'augmentation des inégalités, les changements technologiques, la mondialisation, le vieillissement de la population ou encore les changements climatiques, les problèmes auxquels nous sommes confrontés sont tout aussi sérieux qu'horriblement complexes. Il est tentant — et sans doute rassurant — de penser pouvoir y apporter des réponses simples et déjà prêtes.

Remarquez, beaucoup de grands experts étaient tombés dans le même piège à la veille de la Grande Récession. On voudrait que les experts, les élus, les chefs d'entreprise, ainsi que nous tous, simples citoyens, arrivions à faire mieux les prochains mois et les prochaines années. Que nous oisions au moins envisager plus d'une piste de solution. Que nous acceptions d'en débattre ouvertement et intelligemment sans nous sauver à toutes jambes dès que l'une d'elles semble un peu trop compliquée ou inhabituelle.

Dani Rodrik, professeur d'économie politique à l'Université Harvard, a par exemple remis en cause, le mois dernier, la nécessité de poursuivre un modèle unique sur la scène internationale. Les États-Unis, l'Europe et le Japon avaient jusqu'à tout récemment des règles financières, des normes du travail et des programmes sociaux très différents, sans que cela les empêche de cohabiter et d'atteindre des niveaux de développement comparables, a-t-il plaidé.

Les fameux pays scandinaves offrent un autre exemple intéressant. Ils n'ont pas hésité à remodeler en profondeur leurs social-démocraties quand elles ont rencontré des difficultés, et ils n'y ont pas perdu leur âme pour autant. On avait collectivement convenu des principes et objectifs qu'on voulait maintenir, puis on n'a pas eu peur d'adopter de nouveaux moyens pour atteindre les mêmes buts.

Souhaitons-nous la même disposition d'esprit.

Lettre d'Asie

Quand l'Inde doute d'elle-même

Chute de la roupie, inflation élevée, taux d'intérêt prohibitifs, l'année 2012 s'annonce bien sombre

FRÉDÉRIC BOBIN

Le chiffre ferait rêver l'Occident en crise. Mais en Inde, il effraie autant qu'un cauchemar. Le taux de croissance devrait se tasser cette année à 6 % «dans le pire des cas», prévoient la plupart des experts. Finie l'euphorie des 9 % ! Voilà le géant émergent d'Asie condamné à expier l'ivresse des hauteurs à laquelle il s'était accoutumé. «*Au bord de l'abîme*», vient de titrer l'hebdomadaire *India Today* dans un dossier de début d'année consacré au ralentissement indien. Un «*abîme*» 6 %, beaucoup d'Européens et d'Américains achèteraient volontiers pareil purgatoire. Mais l'Inde au milliard cent millions d'habitants, encore frappée de pauvreté massive, a bien sûr d'autres exigences si elle veut maintenir un équilibre social précaire.

Les Indiens broient donc du noir. Le poison du doute s'instille dans des esprits jusque-là abonnés à l'optimisme. La *success story* indienne «*a déraillé*», s'afflige le pessimiste *India Today*, qui anticipe un enchaînement d'horreurs pour 2012 : érosion de la roupie, gonflement des déficits budgétaires et commerciaux, inflation élevée, taux d'intérêt prohibitifs, chute des investissements...

India Inc., ainsi que l'on nomme la classe des entrepreneurs du type Tata ou Mittal, n'a-t-elle pas déjà voté avec ses pieds ? Il est sorti de l'Inde en 2011 plus de capital qu'il n'en est rentré. La faute à qui ? «*A la paralysie du gouvernement*», dénonce l'hebdomadaire proche des milieux d'affaires et intraitable avec le Parti du Congrès au pouvoir à New Delhi, formation de centre gauche qui n'en finit pas d'hésiter entre réformes économiques et préoccupations sociales.

À chacun son doute. Si India Inc. et *India Today* doutent du réformisme du gouvernement, bien des groupes sociaux à travers le pays doutent tout simplement du bien-fondé de ce réformisme-là. Et l'on comprend mieux alors l'attentisme du pouvoir, assiégé par la marée montante de résistances qui sonnent comme un écho à l'internationale des indignés et autres *occupiers* (occupants). La rue a grondé en Inde ainsi qu'à Athènes, Madrid et ailleurs, relèvent tous les magazines indiens sacrifiant au rituel des bilans de fin d'année.

Révoltes locales

À la différence près que, vu les caractéristiques locales, cette rue indienne ressemble plus à des sentiers ou des pistes qu'à des boulevards. Tribus des forêts du centre



INDRANIL MUKHERJEE AGENCE FRANCE-PRESSE

Des supporters de l'activiste indien Anna Hazare se manifestent lors d'une fête à Mumbai, le 27 décembre dernier. Conservateur puritain, Anna Hazare a galvanisé les foules lors de ses grèves de la faim menées contre la corruption galopante qui gangrène le système politique indien.

s'insurgeant contre les dépossessions foncières — jusqu'à soutenir une rébellion armée maoïste — villageois du Tamil Nadu ou du Maharashtra dressés contre des projets de centrales nucléaires russes ou françaises, ouvriers de l'automobile

Même la bourgeoisie urbaine a regimbé. Là est l'autre fait majeur de l'année écoulée.

La classe moyenne des villes, qui cultivait jusqu'alors un dédain ostentatoire pour

la chose publique, est sortie de sa réserve.

en grève dans l'Haryana... La liste est longue des révoltes locales interrogeant de facto la voie empruntée par la *success story* indienne.

Cette effervescence ramène en fait à une évidence lourde trop souvent occultée par la célébration *glamour* de la «*shining India*» (l'Inde brillante). «*Il existe une forte inclination à l'anticapitalisme dans la culture politique indienne*», rappelle dans l'hebdomadaire *Outlook* Pranab Bardhan, professeur d'économie à l'Université de Berkeley, en Californie. Le «*populisme du small is beautiful*» perpétué par l'héritage de Gandhi n'y est pas étranger, précise l'universitaire.

Dans ce fond de l'air électrique, même la bourgeoisie urbaine a regimbé. Là est l'autre fait majeur de l'année écoulée. La classe moyenne des villes, qui cultivait jusqu'alors un dédain ostentatoire pour la chose publique, est sortie de sa réserve.

Son mot d'ordre : «*Halte à la corruption!*» Son héros : Anna Hazare, un ancien chauffeur de l'armée devenu une sorte de pèlerin de la cause gandhienne. *India Today* l'a plébiscité «*homme de l'année 2011*» pour son «*audace de guerrier moral*».

Conservateur puritain, Anna Hazare, 74 ans, a galvanisé les foules lors de ses grèves de la faim menées contre la corruption galopante qui gangrène le système politique indien. Depuis l'automne 2010, le public indien assistait ébahi, incrédule, écoeuré, à la révélation d'une série de scandales de haut vol impliquant des proches du Parti du Congrès. La colère n'a pas tardé à exploser. La silhouette patriarcale et têtue d'Anna Hazare, coiffé du traditionnel topi (calot) blanc, a donné un visage à cette fureur de l'opinion,

relayée par des télévisions commerciales très agressives. Ses jeunes publics tenaient autant de la méditation d'ashram que du *show* médiatique. Il n'est pas sûr que les jeunes gens éduqués qui l'ont aidé à structurer son mouvement partagent son intégrisme vertueux. N'a-t-il pas appelé à flageller les alcooliques ?

Qu'importe, Anna Hazare a fait trembler le Parti du Congrès. Ce fut le séisme politique de l'année. La démocratie élitiste à l'indienne, où le pouvoir a toujours été l'affaire d'un club fermé, est sous pression.

D'Anna Hazare aux paysans en révolte, c'est finalement une même faille qui s'ouvre. «*Deux plaques tectoniques entrent en collision*», résume dans *Outlook* Pratap Bhanu Mehta, président du *think tank* Centre for Policy Research. La première est celle de «*pratiques d'État*» datant de l'âge bureaucratique précédant les réformes économiques de 1991. La seconde est celle de la «*nouvelle dynamique des aspirations*» de la société. Avec 6 % seulement de croissance, le choc menace d'être plus rude encore.

Entre «*abîme*» et «*plaques tectoniques*», il faut se faire géologue pour décoder la nouvelle Inde du doute.

Le Monde

La zone euro cherche à lever les ambiguïtés ayant présidé à sa création

PHILIPPE RICARD

Voilà donc dix ans que l'euro a remplacé les devises nationales dans les porte-monnaie des citoyens européens. Cet anniversaire coïncide avec une crise sans précédent de l'union monétaire. Une tempête qui n'a pas cessé de gonfler depuis le naufrage, en 2010, de la Grèce, admise dans la zone euro après avoir trafiqué ses comptes. Et qui s'est amplifiée avec le surendettement des États, fragilisés par la crise financière, mais aussi avec l'incapacité collective à endiguer l'onde de choc.

Gouvernance embryonnaire, manque de leadership, dissensions entre capitales, batailles institutionnelles... l'union monétaire a perdu une bonne partie de sa crédibilité en étalant ses faiblesses. Au point que les plus pessimistes doutent des chances de survie de la monnaie unique.

Les dix-sept pays membres ont certes entrepris, cahin-caha, de rebâtir leur maison commune. Mais ce chantier revient souvent à lever les ambiguïtés qui ont présidé à la conception de l'euro, sous l'égide de François Mitterrand et d'Helmut Kohl.

Le renflouement des États en difficulté

C'est l'un des principaux acquis de la crise. Désormais, il est possible de renflouer un État en détresse financière, alors que les traités interdisaient cette perspective. Cette rupture a d'ailleurs suscité, et suscite toujours, de fortes tensions politiques dans les pays du nord de la zone euro, les plus vertueux (Allemagne, Pays-Bas, Finlande), sur fond de montée des forces eurosceptiques.

La Grèce, puis l'Irlande et finalement le Portugal ont ainsi pu être placés sous assistance financière, avec le soutien du Fonds monétaire inter-

national (FMI), en échange de la mise en œuvre de plans d'assainissement drastiques.

Cependant, la force de frappe des fonds de secours mis en place dans l'urgence risque de ne pas suffire pour stabiliser des pays comme l'Italie ou l'Espagne en cas de nécessité en 2012.

Or les capitales se déchirent sur la meilleure façon de rehausser les «pare-feu». Et elles ne se sont toujours pas accordées sur la possibilité de procéder à une mutualisation des dettes.

Le renforcement de la discipline budgétaire s'est imposé comme une contrepartie aux efforts inédits de solidarité acceptés par les pays les plus solides. La chancelière allemande, Angela Merkel, a par exemple posé comme condition d'avoir les moyens de peser sur les choix budgétaires avant de voler au secours de la Grèce.

Durcissement

Dans la foulée du premier plan d'aide, en 2010, le Pacte de stabilité et de croissance a été durci. En décembre 2011, les dix-sept États de la zone euro — et neuf pays qui n'y sont pas encore — ont, surtout, mis sur les rails un nouveau traité censé muscler leur pacte budgétaire. Seul le Royaume-Uni a refusé de s'engager dans cette voie. L'accent mis sur les politiques de rigueur risque néanmoins d'affaiblir encore un peu plus les économies les plus fragiles de la zone euro, au point d'amplifier les divergences économiques au sein de l'union monétaire. Or, sans investissements ni créations d'emplois, rien ne sera réglé à terme.

Le rôle de la Banque centrale européenne (BCE) — son action est cruciale dans la gestion de la crise et la stabilisation du secteur bancaire — a fait preuve d'un certain pragmatisme pour

pallier l'inertie des politiques, au risque, selon les plus orthodoxes, d'outrepasser son mandat.

Mais l'extension de la crise a aussi incité certains pays, dont la France, à accroître leurs pressions pour transformer la BCE en prêteur en dernier ressort des États, sur le modèle de la Fed, son homologue américaine.

L'Allemagne s'oppose à une telle approche, brandissant les traités qui interdisent de renflouer un État en faisant marcher la planche à billets. Le sujet est donc prudemment laissé de côté dans les discussions sur le futur traité à vingt-six.

Mise en place d'un gouvernement économique

L'Allemagne, qui refusait depuis le lancement de l'union monétaire de renforcer son volet politique dans le but de «protéger» la BCE, s'est finalement rangée au souhait exprimé de longue date par la France. Les avis divergent cependant sur le pilotage de ce gouvernement économique et sur les modalités de son contrôle démocratique.

Nicolas Sarkozy veut placer l'ensemble sous l'autorité des sommets de la zone euro; des pays, comme l'Italie, la Belgique ou la Pologne, souhaitent renforcer le rôle des institutions bruxelloises.

Jean-Claude Trichet, l'ex-président de la BCE, avait proposé la création d'une fonction de ministre des Finances européen, chargé de superviser les politiques budgétaires et économiques des États.

Toutes ces pistes nécessiteraient des transferts de souveraineté plus importants. Un choix politique ultrasensible, au moment où les opinions publiques voient la construction européenne d'un œil critique.

Le Monde

ÉDITORIAL

Éducation

Le savoir-faire

L'agitation qui reprend cette semaine dans les écoles, cégeps et universités a tout d'un ronron rassurant. Cette fébrilité soulage de l'impression contraire selon laquelle on pratique le sur-place en éducation, et ce, malgré les constats d'échec et les difficultés maintes fois pointées. Pour 2012, qu'il ne suffisse plus de dire, mais enfin de savoir faire.

L'année dernière s'est terminée en éducation sur des notes dissonantes. Rien n'a sonné plus faux que cette décision de permettre à une petite fille de la maternelle de porter un casque antibruit la dispensant des mélodies entonnées dans sa classe, et ce, au nom de la religion de ses parents. Symptôme malheureux d'une société à l'identité déchirée et d'une gouverne pratiquée par des dirigeants confus, cette décision soutenue par Québec illustre trop bien la gestion à courte vue que nous n'espérons plus pour un secteur aussi crucial que celui de l'éducation.

Ils sont stimulants, les défis de l'école, pour autant qu'on s'y attaque sans être gagné par la morosité. Cap sur 2012.

■ Horizon politique

L'école est un des secteurs les plus vulnérables au manque de continuité observé dans les hautes sphères politiques. Si un changement d'enseignante peut perturber une classe en cours d'année, que dire de la ronde des titulaires au ministère de l'Éducation? Au sein d'une même formation politique, un changement de ministre est souvent néfaste. La ministre Line Beauchamp incarne une stabilité prometteuse, qui doit demeurer.

L'arrivée de l'ex-ministre de l'Éducation François Legault à la tête de la Coalition avenir Québec (CAQ) pourrait venir ébranler des assises. Son bouquet d'idées divulguées à la pièce au cours de la dernière année comportait une pièce maîtresse en éducation, sur la bonification des salaires des enseignants liée à une évaluation de leur travail, en plus de l'abolition des commissions scolaires. Le gouvernement libéral pourrait être tenté de réagir à la «menace» caquiste en y allant de ses propres recettes miracle. Les promesses électorales sont rarement le fruit d'une fructueuse analyse. Danger.

■ Horizon intellectuel

Le débat opposant les connaissances aux compétences reste toujours stérile, et on doute encore de la pratique efficace de la réforme dans nos écoles. Si au moins les résultats des élèves pouvaient constituer un calcul implacable des prouesses et échecs... Mais de cela aussi on peut douter, car le fouillis inextricable de l'évaluation liée à la réforme a rendu confuse la mesure de la réussite.

Le bulletin unique s'apparente à une tentative d'uniformiser le tout, mais il est destiné plutôt à rassurer les parents, avec un format connu, qu'à révolutionner la manière de faire. Les taux de décrochage sont encore en baisse, selon les indicateurs de l'éducation les plus récents, mais il n'y a pas matière à célébrations pompeuses. En français et en sciences, nos résultats demeurent préoccupants, et les garçons tirent toujours de l'arrière sans qu'on ait réussi à contrecarrer ce phénomène.

■ Horizon social

La mère de Marjorie Raymond, qui s'est enlevée la vie après un cycle insoutenable d'intimidation, a choisi de raconter son drame et celui de sa fille, espérant que l'onde de choc permettrait de changer cette culture du mépris, bien incrustée dans la société. Petit mais parfait microcosme de la société, l'école ne doit pas oublier cette histoire, car le réseau scolaire entier abrite d'autres Marjorie en ses murs. La banalisation est le pire danger de ces drames, dont les contours sont chaque fois uniques, malgré les apparences communes. Pour 2012, la prolifération du respect au sein des familles et, par ricochet, des écoles.

■ Horizon économique

Les soubresauts économiques n'épargnent pas l'éducation. Cette année, commissions scolaires et cégeps affronteront sans doute des compressions qui, selon leurs dires, finiront par affecter les services directs offerts aux jeunes. Côté universités, la lutte qui retiendra toute l'attention en 2012 risque d'être — encore — celle entourant les droits de scolarité, dont on ne doit pas se lasser même si la ritournelle est ultraconnue. Les représentants étudiants ont raison de mettre en opposition cette hausse que Québec leur impose de manière drastique avec les affaires de gouvernance dans les universités. Espérons que l'indignation soit maintenue.

machouinard@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



L E T T R E S

Amir Khadir et la récupération politique

Si nous étions en plein match de baseball, nous dirions que le *coach* suit la stratégie du livre; il en est de même pour Amir Khadir présentement. Avouons que la méthode employée par celui-ci ne date pas d'hier: la bonne vieille présence sur le terrain des employés en *lock-out* de Papiers White Birch pour chanter avec les employés opprimés, il va sans dire, la même chanson en chœur et répéter par la suite le même refrain dans les médias. Bien sûr, appuyé par une photo dans les journaux, cela aide davantage à faire de la récupération politique. Dieu sait à quel point le besoin est criant chez le rachitique et malingre parti Québec solidaire, dont les deux ou trois racines sont bien montréalaises. Voilà peut-être une fausse note.

Le député Khadir, à tort, se croit-il une vitamine capable de ranimer les agonisants ou même ressusciter les morts? Il quémande l'aide du maire Labeaume, alors que ce conflit de travail relève essentiellement de la compétence provinciale. Tout comme celui de Rio Tinto Alcan à Alma, qui divise royalement la population. Personnellement, je doute que le bon docteur Khadir puisse panser les plaies et coudre le tout lui-même. La stratégie de Khadir, seul élément de marketing de son chétif parti, atteint sa limite rapidement. Après tout, une chaloupe ne peut remplacer un paquebot géant.

Francis de Gainsbourg
Québec, le 5 janvier 2012

Pour plus de cohérence en politique étrangère

L'énoncé du 5 janvier du président Obama confirme l'intérêt grandissant que portent les États-Unis à l'Asie dans leur politique militaire, un changement motivé en partie par l'augmentation importante des dépenses militaires de la Chine et son dynamisme économique.

Ce changement de politique est aussi révélé par l'importance que donnent les États-Unis à la négociation d'une nouvelle Entente transpacifique, entente en négociation avancée avec l'Australie, le Brunei Darussalam, le Chili, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam pour l'instant.

Notons l'absence de la Chine dans cet ensemble de pays. Pas besoin d'être devin pour comprendre que cette entente, compatible avec celle annoncée dans le domaine militaire, vise à préparer les États-Unis à faire face éventuellement à la Chine en Asie.

On y pratique, pour l'instant du moins, la politique de la main de fer dans un gant de velours et on concilie, comme cela se doit, la politique militaire avec la politique commerciale américaines.

Le premier ministre Harper a indiqué récemment que le Canada songeait à se joindre aux pays qui négocient l'Entente transpacifique, laquelle est vue par les États-Unis comme une mesure pour contrer l'influence de la Chine dans la région du Pacifique. Passons sous silence

les effets sérieux qu'aurait une telle entente sur nos politiques visant à protéger nos producteurs de lait, fromage, volaille, etc. (laquelle impose présentement des coûts importants aux consommateurs), pour signaler qu'il nous semble nécessaire de concilier cet énoncé visant à participer à l'entente transpacifique avec les autres énoncés canadiens qui visent à enrichir nos relations commerciales et politiques avec la Chine. Pour suivre les deux simultanément ne nous semble pas possible.

Les mutations profondes qui s'annoncent en Europe, le développement qui s'annonce dans nombre de pays d'Afrique et d'Amérique latine, le rôle de plus en plus significatif des grandes villes, étant donné l'urbanisation grandissante du monde, voilà d'autres changements qui motivent un réexamen de la politique étrangère et commerciale du Canada, ce qui nécessite évidemment des changements dans nos politiques nationales.

En rester à une politique qui reflète en bonne partie celle des États-Unis, alors que le Canada n'est qu'un petit pays voisin des États-Unis, qui ont encore un rôle hégémonique à jouer, ne nous semble pas indiqué.

Des liens bilatéraux et régionaux ciblés nous semblent plus indiqués en attendant que l'OMC modifie son menu de négociations pour le rendre intéressant aux pays qui y participent.

Pierre-Paul Proulx, professeur honoraire, Université de Montréal
Le 5 janvier 2012

LIBRE OPINION

L'illusion tranquille ou la souveraineté perdue de vue

DANIC PARENTEAU

Professeur adjoint au Collège militaire royal de Saint-Jean

Pour expliquer les difficultés qui affectent le mouvement souverainiste au Québec ces derniers temps, plusieurs ont souligné son incapacité à mettre de l'avant un discours renouvelé en faveur de ce projet.

Son discours serait mal adapté au nouveau contexte politique, qui n'est plus celui de l'époque durant laquelle il est apparu. Si bien que de nombreux souverainistes, plus particulièrement ceux qui appartiennent à la génération de la relève, ne s'y reconnaissent plus. Aussi se sont-ils détournés de cette cause pour en embrasser d'autres, perçues comme plus actuelles ou plus urgentes, telles l'écologie, le développement international ou la démocratie.

Or, s'il est clair que le discours souverainiste gagnerait à être actualisé, il est vain de penser que les raisons des insuccès de ce mouvement ne tiennent qu'à cela. En fait, un phénomène plus subtil, mais combien plus pernicieux, est à l'œuvre au Québec pour expliquer cet insuccès. C'est que de nombreux Québécois aujourd'hui pensent et agissent politiquement comme si le Québec était déjà un État indépendant. Ils sont victimes de cette illusion qui les amène à ne plus voir les limites du cadre étatique dans lequel s'inscrivent leurs actions militantes. Ils sont incapables de voir comment ce cadre constitue un obstacle de taille sur le chemin des nombreuses causes qu'ils défendent. Car, pendant qu'on se mobilise pour ces causes, il y a un gouvernement, au service des intérêts natio-

naux légitimes d'un peuple qui n'est pas le nôtre, qui continue d'exercer son plein pouvoir souverain sur plusieurs des domaines qui sont au cœur des enjeux soulevés.

Ottawa qui décide

Jugeant la question nationale moins urgente ou dépassée, ils sont nombreux au Québec à se mobiliser pour une société plus verte, plus écologique, en conformité avec les principes du développement durable. Très bien, j'en suis.

Mais, pendant qu'on se mobilise pour empêcher l'exploitation des gaz de schiste, pour préserver l'île René-Levasseur ou pour sauver la Romaine de l'exploitation hydroélectrique, le gouvernement canadien, qui parle en notre nom sur la scène internationale, se retire du Protocole de Kyoto et défend l'exploitation des sables bitumineux en mettant de l'avant une forme «éthique» de pétrole. Quiconque est sensible aux questions écologiques ne peut rester indifférent à ces actions. Le Québec doit pouvoir parler en son nom.

Ailleurs, au nom des grands principes de solidarité internationale, de nombreux Québécois s'investissent dans des projets humanitaires en Haïti, en Afrique ou ailleurs dans les pays moins fortunés que le nôtre. Encore là, c'est très bien. La scène internationale est en effet encore marquée par de grandes inégalités et nous avons une responsabilité pour que ça change.

Mais, pendant ce temps, le gouvernement fédéral sabre dans le financement destiné à l'Agence canadienne de développement international, y va d'une tentative de contrôle de l'organisation Droits et démocratie, afin d'y imposer ses vues, et réduit l'aide publique au déve-

loppement, ce qui a pour effet d'éloigner le Canada des Objectifs du millénaire, auxquels il avait pourtant adhéré en 2000.

La encore, quiconque défend les idéaux d'une solidarité internationale ne peut demeurer indifférent à ces actions menées en notre nom par le gouvernement canadien. Les Québécois doivent avoir une vraie voix dans ces forums internationaux.

Vivre sa propre démocratie

Enfin, depuis le début de l'été, plusieurs politiques ou militants, préoccupés par l'état de notre démocratie représentative, ont mis de l'avant la nécessité d'apporter des changements majeurs dans la façon de faire la politique au Québec. On a parlé, ici, d'instaurer une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin actuel, là, de tenir des élections à date fixe, ou ailleurs, d'élire le premier ministre au suffrage universel.

Ces réformes tombent sous le sens tant il est vrai que certaines pratiques apparaissent aujourd'hui contraires aux idéaux du pouvoir par le peuple et pour le peuple. Or, pendant qu'on débat de ces initiatives, le gouvernement canadien décide unilatéralement de réduire le poids politique du Québec à la Chambre des communes, en ajoutant 30 nouvelles circonscriptions à la carte électorale, et d'abolir le financement public des partis politiques.

Qui plus est, il faut savoir que certaines de ces initiatives sont foncièrement incompatibles avec certaines dispositions de la Loi constitutionnelle canadienne. Une Loi constitutionnelle qui nous a d'ailleurs été imposée en 1982, à l'encontre de la

volonté unanime de tous les députés de l'Assemblée nationale. Pour le caractère démocratique de cette Constitution, on repassera. Quiconque a à cœur la question de la démocratie au Québec ne peut faire fi de ces simples faits. Le peuple québécois doit pouvoir choisir la manière de vivre sa démocratie.

La souveraineté est au centre des véritables solutions

Il faut sortir de cette illusion qui pousse de nombreux Québécois à penser et à agir politiquement comme si le Québec était déjà un État souverain. Tant et aussi longtemps que le Québec ne sera qu'une province, bon nombre de solutions qui pourront être mises de l'avant par les Québécois, en guise de réponses à tel ou tel enjeu actuel ou urgent, ne pourront être que des solutions «provinciales». Est-ce bien de telles solutions auxquelles nous pouvons aspirer comme peuple? Les Québécois sont capables de plus que cela.

Il y a une inadéquation entre les solutions proposées et le cadre dans lequel ces solutions sont appelées à être mises en œuvre. Mettre de l'avant des solutions globales exige de pouvoir avoir un droit de parole sur la scène internationale. Ce qui passe par la souveraineté du Québec. D'autres solutions exigent que nous soyons en possession de tous les pouvoirs qui sont ceux d'un État, ce qui passe par la souveraineté du Québec. Tant que le Québec se contentera de demeurer une province au sein d'un ensemble fédéral, il devra se résoudre à accepter qu'une partie de sa destinée réside entre les mains d'une majorité, et ce, pour le meilleur ou pour le pire.

IDÉES

Rémunération et indignation

Contre le mythe des hauts dirigeants héroïques

BERTRAND MALSCH

Professeur à HEC Montréal

MARIE-SOLEIL TREMBLAY

Professeure à l'ENAP

YVES GENDRON

Professeur à l'Université Laval

Un rapport publié récemment par le Centre canadien des politiques alternatives révèle que, malgré les turbulences sévères de l'économie mondiale, l'écart de rémunération entre les hauts dirigeants des grandes sociétés et les salariés a de nouveau atteint un triste record.

Cette situation n'est pas propre au Canada. Les écarts sont tout aussi vertigineux de l'autre côté de la frontière, où, malgré la crise et des résultats en baisse, les banques de Wall Street continuent de distribuer frénétiquement bonis et options d'achat d'actions. Face à cette situation, le premier mouvement de réaction, entièrement légitime, est celui de l'indignation: qu'a donc fait de si extraordinaire l'homme d'affaires Frank Stronach, de Magna International, pour mériter une rémunération annuelle de 62 millions de dollars?

Passé ce sentiment de révolte, une question demeure — peut-être la plus importante: comment les comités de rémunération peuvent-ils trouver tout à fait normal ce qui semble parfaitement anormal à l'immense majorité des citoyens, les fameux 99 %? Cette interrogation est absolument cruciale. En effet, tant qu'on ne comprendra pas les mécanismes mobilisés par les membres des comités de rémunération pour rationaliser leurs décisions, tout effort de réforme demeure vain.

Dirigeants-vedettes

Nos travaux de recherche publiés montrent que ce processus de rationalisation s'appuie principalement sur l'adhésion des comités de rémunération à un schéma de valeurs individualistes. Le succès d'une entreprise n'est pas perçu par les administrateurs comme le résultat d'un effort collectif, mais plutôt comme le résultat d'efforts individuels. Cette logique d'individualisation encourage alors la création d'un marché de dirigeants — en tout point comparable à celui des joueurs de la LNH — où les comités de rémunération sont prêts à payer le prix le plus élevé possible pour avoir les meilleurs dirigeants.

Ces dirigeants-vedettes sont magnifiés comme des héros puissants capables, par leurs talents prétendument rares et exceptionnels, de garantir la réussite de leurs entreprises. Animés par cette philosophie, la plupart des comités de rémunération abandonnent ainsi, avec une bonne foi déconcertante, leur responsabilité morale dans les mains invisibles du marché des rémunérations.

Pourquoi ce marché est-il systématiquement haussier depuis plus de trois décennies? Notre



ADRIEN VECZAN REUTERS

Qu'a donc fait de si extraordinaire l'homme d'affaires Frank Stronach, de Magna International, pour mériter une rémunération annuelle de 62 millions de dollars?

étude apporte certains éléments de réponse. Puisque les comités de rémunération sont convaincus de la capacité du marché à déterminer de façon juste et équitable la rémunération des meilleurs dirigeants, ils ne peuvent pas attribuer une rémunération inférieure à celle des dirigeants faisant partie des quintiles les mieux rémunérés, à moins d'admettre que le dirigeant recruté performe moins bien que la moyenne.

Les dirigeants sous-payés par rapport au marché ont donc tendance à voir leur rémunération augmenter, tandis que les dirigeants qui se situent dans la limite supérieure du marché ne voient jamais, ou très rarement, leur rémunération abaissée. Par ailleurs, que l'on soit en période de crise ou en période de prospérité, il semble bien que toutes les raisons soient bonnes de rémunérer au maximum le talent individuel des dirigeants. Lorsque l'entreprise gagne beaucoup d'argent, les administrateurs expliquent qu'il est normal de récompenser les dirigeants avec des primes généreuses. Lorsque les temps deviennent difficiles, les administrateurs expliquent que c'est précisément dans ces périodes que les meilleurs dirigeants, c'est-à-dire les plus chers, sont nécessaires. Au royaume des administrateurs, il y a donc rarement de bonnes raisons de diminuer les salaires des dirigeants.

Le mythe du dirigeant héroïque

Une révolution culturelle s'impose au sein des comités de rémunération. Cette révolution implique de défaire le mythe du dirigeant hé-

roïque sur les épaules duquel reposerait tout le succès de l'entreprise, au profit d'une conception davantage égalitaire et collective de la réussite. Ce changement n'a rien de facile. Il implique de modifier en profondeur la mentalité des comités de rémunération.

Il est illusoire de penser qu'une telle réforme pourrait venir de l'intérieur des conseils d'administration. Leur schéma de valeurs individualistes les maintient dans une zone de confort moral relativement hermétique aux doutes. Par ailleurs, la culture individualiste ne sévit pas simplement dans les conseils d'administration, mais elle touche tous les secteurs de la société. Et s'il faut se choquer qu'un dirigeant puisse gagner 62 millions de dollars en une année, il faut également s'émouvoir qu'un joueur de hockey, fût-il aussi un «héros» au talent rare, puisse gagner des sommes tout aussi extravagantes.

En réalité, les plus sérieux espoirs de changement ne peuvent venir que de cette émotion démocratique forte qui s'était répandue il y a quelques mois, avant de mourir étouffée par l'hiver et par l'indifférence: l'indignation. A condition de s'organiser collectivement et politiquement, cette indignation à les moyens de s'exprimer avec force. Les 99 % d'indignés potentiels canadiens sont en effet, par l'intermédiaire de leurs fonds de retraite et de leurs placements, les actionnaires les plus importants des grandes entreprises canadiennes. Il est plus que temps que la démocratie indignée investisse les tentes des assemblées générales.

nance et de l'économie ont dit comprendre, eux aussi! Les belles déclarations de principe ont fait écran au mépris et à l'inertie. C'est assez simple: on fait la sourde oreille, on adopte le profil bas dans les hautes sphères du pouvoir et de la richesse. C'est tellement simple, on laisse le temps passer et les choses aller. Tôt ou tard, le mouvement va s'essouffler, il va être démantelé et il va se retrouver dans les bilans de fin d'année sans influencer négativement sur celui des entreprises.

Discours contaminés

Ma réalité n'est pas faite de ces espoirs de changement pointés par ce soulèvement, elle est celle des pays et des populations qui sont à la merci des marchés et de leur cruauté ou sous la botte des dictateurs et des militaires. Ma réalité est celle de ces jeunes hommes et de ces jeunes femmes privées d'avenir, de ces nations dépourvues d'une économie susceptible de leur offrir salaire et dignité. Elle est contaminée par ces beaux discours sur les vertus de la mondialisation et les prouesses des réseaux sociaux. Un parti pris pour une idéologie et des entreprises qui sont, rappelons-le, en tête de peloton dans la course aux profits.

Ma réalité est celle de la classe politique qui n'en finit plus de s'enfoncer dans la mauvaise foi et la cacophonie sans parvenir à cacher sa duplicité, son incompétence et ses incapacités. Je crois sincèrement que certaines choses ont changé dans la conscience d'un grand nombre de citoyens et que le mouvement est toujours vivant. Mais force est de constater que, pour l'essentiel des nombreuses raisons que l'on a de s'indigner, c'est *business as usual!*

QUESTIONS D'IMAGE

Ce qu'il nous faut!



JEAN-JACQUES STRÉLISKI

Il s'est échangé plus d'un milliard de «textos» à l'occasion du Nouvel An. Un milliard de vœux de santé, de bonheur, de paix et de succès. Assez pour faire planter bien des serveurs de télécommunications et surtout pour garantir au monde une formidable année 2012 si l'on voit se matérialiser l'ensemble de ces vœux, sans aucun doute sincères.

Mais, hélas, les choses ne se passent pas toujours comme cela, et, comme disait Alphonse Allais, *«je ne prendrai pas de calendrier cette année, car j'ai été très mécontent de celui de l'année dernière!»*

Il n'empêche, faire des vœux, pour des proches, de la famille, des collègues, n'est pas une mince affaire puisqu'on sait d'avance qu'il y a bien peu de chances que s'établisse un lien de causalité entre ce qui va se passer et ce qui s'est souhaité!

Sur sa page Facebook, un ami écrivait fort justement: *«Plutôt que vous souhaiter ce que vous désirez, je vous souhaite ce qu'il vous faut. Bon 2012!»* Habile et juste formulation, en vérité, pour nous porter à réfléchir sur ce qu'il nous faut vraiment.

Ce qu'il me faut, ce qu'il me faut? Je sais, c'est un peu ambitieux, mais, pour être tout à fait honnête avec ce que suggère mon ami, je me suis attaché à énumérer ce qu'il me faudrait vraiment pour amorcer 2012 sur le bon pied. Mais cela, bien évidemment, ne dépend pas que de moi.

La pudeur et la convenance m'amènent bien entendu à me montrer discret sur ce qu'il me faut sur une base personnelle. Je vous ferai donc grâce de cela, m'estimant déjà assez comblé comme cela par le sort.

En revanche, en ce qui touche directement mon environnement vital, social, citoyen, politique, économique, spirituel, j'ai une idée assez précise et une liste plutôt exhaustive des choses que j'aimerais voir changer afin que cette société s'améliore.

Alors, puisqu'il faut avoir le courage de ses idées, voilà donc ce qu'il me faudrait sur le plan social en 2012.

■ Une société qui ne se définisse que par l'humain, pour l'humain. Et qui ne mesure plus la réussite personnelle à la célébrité et à l'argent qu'on gagne, mais au nombre de gens qu'on rend ou qu'on a rendus heureux.

■ Une société moins politique, moins cynique aussi, plus ouverte aux idées qui touchent réellement le quotidien et la vie des citoyens. Par exemple: une société où les enfants, les ados et les personnes âgées constituent des priorités. Comme d'un arbre, on doit prendre soin des racines et des jeunes pousses. Le feuillage n'en sera que plus garni. Une société qui donne, en conséquence, aux jeunes parents les formations, l'aide et les moyens nécessaires pour faire de leur famille le premier champ de développement d'individus heureux et ainsi fertiliser adéquatement la future société.

■ Une société qui prenne soin des malades, des handicapés, des démunis par des comportements et des compétences exprimés d'un humain à un autre, plutôt que par un «système» de santé.

■ Une société où le mot «tolérance» ne fait pas référence à des exceptions, mais à des attitudes. Et qui ne tienne pas compte de la couleur de la peau, ni de l'orientation sexuelle ou spirituelle de ses composantes, sans pour autant que ces dernières n'en deviennent les guides.

■ Une société qui donne aux arts, mais surtout aux artistes, la place qui leur convient, pour célébrer la source d'inspiration et le catalyseur d'émotions qu'ils représentent, sans qu'on ait à «débattre» comme devant une cour de justice, parce qu'on a — ou qu'on n'a pas — aimé le dernier *Bye Bye*.

■ Une société où le respect de l'environnement est une condition de vie et non une politique partisane.

■ Une société qui favorise le savoir, la compréhension et l'applicabilité de ce même savoir. Et qui donne un large champ à l'innovation et à la créativité. Nous en sommes tellement capables.

■ Et, au bout du compte, une société où le mot «démocratie» reprend tout son sens afin que l'électeur ne soit pris en otage dans un environnement où il n'a même plus le goût de voter!

■ Bref, une société où le mot «humanisme» reprend enfin le sens de l'humanité.

Bien sûr que je ne vous ai pas parlé d'économie difficile, d'indignation, de spéculation, de corruption, de ponts qui s'écroulent, de banquiers trop payés, d'écarts de richesse scandaleux, de politiques aux idées creuses ou médiocres, etc.

Je ne vous ai énuméré que ce qu'il nous faudrait, et non ce qu'on a déjà!

Très sincèrement, je vous souhaite, à toutes et à tous, une excellente année 2012.

Jean-Jacques Stréliski est professeur associé à HEC Montréal, spécialiste en stratégie de l'image.

Indignés

Le mouvement couve encore

JEAN RIOPEL

Montréal

Les occupations ont cessé ou elles sont devenues carrément symboliques. Les manifestations se poursuivent et elles sont réprimées dans le sang et la violence. Les médias ont fait le bilan de l'année qui s'est terminée et un prestigieux magazine a même désigné l'Indigné comme la personnalité de l'année.

Malaise. Les nombreuses analyses me laissent à la fois songeur et dubitatif. J'en ai surtout contre cette manie qu'ont les médias de vouloir tout formater et je m'indigne de leur propension à poser un regard sur les gens et les événements qui reste marqué par la superficialité. On effleure le sujet, mais on se permet malgré tout de se lancer dans une sorte de *post-mortem* du mouvement qui en banalise plusieurs aspects.

D'abord, au sujet des raisons qui ont permis au mouvement de s'étendre à la planète toute entière. Les origines sont définies avec justesse, même si elles ne font que souligner les aspects les plus spectaculaires de l'indignation. La vague de fond qui a balayé la planète s'est gonflée dans des pays corrompus et répressifs. Pays qui, selon certains critères, trônaient parfois au

palmarès des économies émergentes et prospères. Les éléments déclencheurs les plus sensationnalistes (le suicide d'un jeune désespéré) suffisent-ils à déclencher les soulèvements populaires? S'il en était ainsi, le chaos régnerait dans de nombreuses régions. L'utilisation des réseaux sociaux y est bien pour quelque chose, mais je suis avant tout scandalisé par l'engouement manifesté par les médias en général. Pourquoi l'information devrait-elle servir de véhicule promotionnel et publicitaire? On se garde une petite gêne!

Ras-le-bol

Personnellement, je considère que les raisons de s'indigner sont à ce point nombreuses que j'aurais peine à les énumérer sans craindre d'en omettre quelques-unes. Il en va de même avec le nombre de personnes en droit et en position de s'indigner; elles sont innombrables et insaisissables. La rage, la colère, la rancœur, la révolte sont désormais présentes dans la plupart des sociétés. Elles sont la plupart du temps endiguées par la peur, le cynisme et l'individualisme, mais elles n'attendent que le moment propice pour éclater au grand jour. Je me dois d'ailleurs de saluer le pacifisme et le courage de tous ces gens qui sont descendus dans la rue pour exprimer leur ras-le-bol.

Mon bilan à moi n'a rien de reluisant, car il s'attarde surtout aux réactions des pouvoirs politiques et financiers. En Occident, cette crise a été gérée en utilisant les méthodes éprouvées du monde merveilleux des relations publiques. Les politiciens ont fait preuve d'une certaine sympathie envers ces indignés; certains acteurs de la fi-

L'EQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lissa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Blouin Soucy et Amélie Daoust-Boisvert (santé) ; **information politique** : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters) ; **information culturelle** : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) ; **information économique** : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gerald Dallaire (pupitre) ; **information internationale** : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; Michel Garneau (caricaturiste) ; Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices) ; Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier et Genevieve Tremblay (commis internet) ; Amélie Gaudreau (secrétariat à la rédaction) ; Karl Rettino-Parazelli et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction) ; **DOCUMENTATION** Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérrer (Ottawa), Dave Noël (Québec) ; **PUBLICITÉ** Jean de Billy, Jennifer Gauthier (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires) ; **PRODUCTION** Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis ; **INFORMATIQUE** Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique) ; **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Maxin-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers (responsable promotion) ; **ADMINISTRATION** Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.



*Page(s) manquante(s)
ou non-numérisée(s)*

Veillez vous informer auprès du personnel de BAnQ
en utilisant le formulaire de référence à distance, qui se trouve en ligne :

https://www.banq.qc.ca/formulaires/formulaire_reference/index.html

ou par téléphone **1-800-363-9028**

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 